

## INFOS PRATIQUES

**Voyages en car** organisés par Vamos ! pour le contre-sommet du G8 à Gleneagles :

→ **Départs le 30 juin ou le 02 juillet**

→ **Retours le 08 ou le 10 juillet**

(Participation environs 105 euros. Les départs se font depuis Paris)

Courriel : [vamos\\_g8@no-log.org](mailto:vamos_g8@no-log.org)

Tél. : Florence au 06 10 79 17 33 ou Cyrille au 06 15 74 09 60

[www.intergalactique.lautre.net](http://www.intergalactique.lautre.net)

### Le programme de la "semaine d'action contre le G8"

- ▶ **Vendredi 1er juillet** : Marche d'ouverture du contre-sommet
- ▶ **Samedi 2 juillet, 11h00** : Manifestation massive à Edimbourg
- ▶ **Dimanche 3 juillet** : Sommet "Alternatives au G8" à Edimbourg
- ▶ **Lundi 4 juillet, matin**: Blocage de la base militaire de Faslane qui abrite notamment des sous-marins nucléaires
- ▶ **Mardi 5 juillet, matin** : Manifestation devant le centre de rétention de Dungavel pour le droit d'asile, l'arrêt des expulsions et les régularisations
- ▶ **Mercredi 6 juillet, 12h00** : Marche-manifestation aux portes du très luxueux Hôtel de Gleneagles, le jour de l'ouverture du sommet officiel du G8
- ▶ **Jeudi 7 et vendredi 8 juillet** : Différentes activités sont au programme de ces deux journées

Plaquette réalisée par des membres d'Attac Campus  
([www.campus.attac.org](http://www.campus.attac.org)) et de Vamos !  
([www.intergalactique.org](http://www.intergalactique.org)).



(Plantu)

### **ILS SONT 8 : NOUS SOMMES DES MILLIARDS !**

- Le G8, c'est **14%** de la population mondiale, **65%** des richesses.
- Le patrimoine net des 10 milliardaires les plus riches représente plus de 1,5 fois le total des revenus nationaux des pays les moins avancés.
- Les revenus de 1% de la population mondiale équivalent à ceux des 2,7 milliards les plus pauvres.
- Dans le monde une personne sur 5 vit avec moins d'un dollar par jour, et une personne sur 7 souffre chroniquement de la faim.
- Entre 1980 et 2003, les Pays En Développement (PED) ont remboursé plus de 4500 milliards de \$, leur dette externe a été multipliée par 4, alors que selon les Nations Unies, il suffirait de 80 milliards de \$ par an pendant 10 ans pour assurer la satisfaction des besoins humains fondamentaux.
- Les dépenses militaires représentent pour l'ensemble des pays 2,2 milliards de dollars par jour : neuf jours de dépenses militaires permettraient d'assurer nourriture, éducation, et soins à tous les enfants de la planète.
- Espérance de vie dans les pays les moins avancés : **44 ans**, dans les pays du G8: **76,5 ans**.
- Plus de 840 millions d'adultes sont toujours analphabètes, et 538 millions d'entre eux sont des femmes.
- Sur les 38 millions de personnes contaminées par le virus du sida, plus de 95% vivent dans les Pays En Développement.
- 11% de la population de l'Union Européenne (avant élargissement) vivent sous le seuil de pauvreté, sans prestations sociales ; 26% de la population seraient menacés de pauvreté.
- Le G8 est responsable de 50% des émissions de CO2 de la planète (26% pour les seuls Etats-Unis)

## Qu'est-ce que le G8 ?

**Un forum de discussion informel des pays les plus riches... qui décident depuis 1975 en toute illégitimité du sort de la planète.**

Chaque année, les pays les plus riches de la planète se réunissent au début de l'été pour discuter entre eux des « graves questions qui se posent dans le monde » (communiqué officiel du G8, 2001). L'expression « G8 » désigne cette réunion annuelle des chefs d'Etat et de gouvernement des pays capitalistes les plus influents sur la scène internationale : **Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni**, plus la **Russie** depuis 1997 – à noter également que l'**Union européenne** y assiste en tant que telle depuis 1977.

Les premières réunions (la première réunion a lieu en France en 1975) ont concerné les questions de coopération économique et financière, afin notamment de répondre à l'essoufflement de la croissance dans ces pays dans les années soixante et soixante-dix. Très rapidement, les réunions du G8 ont abordé de nouveaux sujets (le terrorisme international, la prolifération nucléaire, l'environnement, le changement climatique, l'extrême pauvreté, la dette des pays du Sud, etc.) et ont cherché à apporter des réponses à ces problèmes mondiaux.

Petit à petit, les puissances économiques les plus importantes ont fait de ces réunions annuelles un lieu de définition des grandes orientations devant être appliquées au niveau de la planète. Petit à petit, les réunions du G8 sont devenues le lieu de concertation des politiques néolibérales dont les principales institutions internationales (FMI – Fonds Monétaire International ; Bm – Banque Mondiale ; OMC – Organisation Mondiale du Commerce) exigent ensuite l'application.

**Le G8 impose ainsi au reste du monde ses orientations néolibérales et se comporte comme un gouvernement mondial, décidant pour les 180 autres Etats et les 6 milliards d'individus vivant sur Terre, alors que personne ne l'ait élu pour cela : le G8 ne dispose d'aucune légitimité politique pour décider de ce que doit être le monde !**

Cette année, en Ecosse, le G8 se penchera particulièrement sur les questions touchant le **changement climatique** et l'**Afrique**. Comme chaque année, le G8 publiera un communiqué nous assurant de la prise en compte de ces enjeux. Comme chaque année, aucun moyen d'ampleur ne sera accordé à la résolution de ces problèmes. Comme chaque année, les vertus du libre-échange seront réaffirmées comme unique solution.

## PRINCIPALES SOURCES :

### Sites officiels consultés :

- le site officiel du G8-2005 (Ecosse) : [www.g8.gov.uk](http://www.g8.gov.uk)
- le site officiel du G8-2003 (France) : [www.g8.fr/evian](http://www.g8.fr/evian)
- le site du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) : [www.undp.org](http://www.undp.org)
- le site de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)
- le site du HCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés) : [www.unhcr.ch](http://www.unhcr.ch)
- le site de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) : [www.who.int](http://www.who.int)
- le site de la Bm (Banque Mondiale) : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)
- le site du FMI (Fonds Monétaire International) : [www.imf.org](http://www.imf.org)
- le site de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)
- le site de l'ambassade de France aux USA : [www.ambafrance-us.org](http://www.ambafrance-us.org)
- le site de la documentation française : [www.ladocfrancaise.gouv.fr](http://www.ladocfrancaise.gouv.fr)
- l'analyse des précédentes réunions du G7/G8 : [www.g7.utoronto.ca](http://www.g7.utoronto.ca)

### Quelques ouvrages consultés :

- Rapport de la Commission Brundtland (PNUE), *Notre Avenir à tous*, 1987, Montréal : Ed. du fleuve
- *50 questions 50 réponses sur la dette : le FMI et la Banque mondiale*, Eric Toussaint & Damien Millet, 2003, Ed. Syllepse
- *Le G8 illégitime*, Collectif, 2003, Ed. Mille et une Nuits, collection « ATTAC »

### Sites militants consultés :

- le site de Greenpeace : [www.greenpeace.fr](http://www.greenpeace.fr)
- le site de attac-France : [france.attac.org](http://france.attac.org)
- le site du Stockholm International Peace Research Institute : [www.sipri.org](http://www.sipri.org)

### Revues et périodiques consultés :

- *L'Atlas du Monde Diplomatique 2005*
- *Le Monde diplomatique* (mensuel)
- *Courrier international* (hebdomadaire)

Une nouvelle fois, il s'agit d'un « coup » médiatique : cette annulation « à 100% » concerne 27 pays, pour un total de 51 milliards de dollars. Or la dette globale des pays en développement dépasse aujourd'hui les 2500 milliards de dollars.

Cette proposition ne concerne en effet qu'un petit nombre de pays, et seulement pour la dette détenue par la Banque Mondiale, le FMI, et la Banque africaine de développement.

**LE SIDA ET LES PANDEMIES.** En 2000, un rapport de Jeffrey Sachs, chargé de la commission Santé et Macro-économique de l'OMS, publiait un rapport d'experts estimant les montants nécessaires pour contrôler la pandémie du sida à 10 milliards de dollars par an, soit 0,05% du PNB des pays du G8, une somme inférieure à ce que les pays du G8 continuent de percevoir des pays pauvres au titre du service de la dette. En 2001 à Gènes le G8 annonce la création d'un Fonds mondial destiné à recueillir 10 milliards de dollars par an. Or, à ce jour, leurs contributions atteignent moins de 5% des objectifs fixés. Mais apparemment pour les pays du G8, entre 10 000 morts du sida par jour et 0,05% du PNB, leur calcul a été rapidement fait.

Délocalisation des tests pharmaceutiques : les industries pharmaceutiques délocalisent de plus en plus leurs tests de médicaments en Afrique, attirées par les faibles coûts, les réglementations datant de l'époque coloniale et les contrôles quasi-inexistants, jouissant ainsi d'un coût jusqu'à cinq fois inférieur et d'une population plus rapidement exposée aux maladies. Or sur 1450 nouveaux médicaments commercialisés entre 1972 et 1997, 13 seulement concernent les maladies tropicales.

A Doha en 2001, l'OMC a proposé que les PED puissent produire des médicaments contre le VIH, la tuberculose, le paludisme et d'autres pandémies sans payer les droits sur les brevets. D'abord cette mesure ne concernerait que les pays capables de produire ces génériques, excluant les autres... Mais surtout, malgré les avancées effectuées à Cancun en septembre 2003 (autorisation d'importation et d'exportation de médicaments produits sous licence obligatoire), de nombreux freins persistent : certains Etats ont adaptés leurs législations nationales pour en permettre l'exportation (Canada, Norvège) mais n'ont pas encore annoncé leur intention d'appliquer ce système (face aux problèmes de la complexité juridique et de la rentabilité économique pour les exportateurs de génériques).

D'autre part, des accords régionaux et bilatéraux ont renforcé les difficultés d'une telle solution complétant les ADPIC (Accords sur les aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce) par des mesures plus restrictives (dispositions « ADPIC-plus ») : prolongation des brevets au-delà de 20 ans, restrictions de l'utilisation des licences obligatoires, interdiction aux autorités nationales de réglementation des produits pharmaceutiques d'accorder l'autorisation de mise sur le marché de produits génériques sans le consentement ou l'assentiment des détenteurs de brevets... Ces points ont été reconnus dans la Résolution WHA57.14 adoptée par l'Assemblée de la Santé en mai 2004.

## **Idée Reçue N°1 : Le G8 lutte contre la guerre et le terrorisme.**

Chaque année, le G8 exhorte le monde à la paix et réitère son engagement dans la lutte contre le terrorisme. Hélas, ces déclarations sont peu crédibles au regard des **millions d'armes vendues** par ces pays dans le Tiers-Monde : **le G8 assure en effet 80% du commerce mondial** des armes qui servent à soutenir des dictatures (Arabie Saoudite, Pakistan, Indonésie...) ou viennent attiser les conflits les plus brutaux (Kurdistan turc, Colombie, Territoires Occupés...).

**Loin de lutter pour la Paix, les pays du G8 s'enrichissent en attisant les conflits dans le Tiers-Monde**

Depuis le 11 septembre, la lutte contre le terrorisme est une priorité affichée du G8. Pourtant, la notion de **terrorisme** y reste **une notion à géométrie variable**. Au point d'oublier que Ben Laden, icône de ce mal pseudo-moderne, était auparavant un agent de la CIA. Au point de fermer les yeux sur les actions des hommes de Poutine en Tchétchénie.

La guerre contre cet ennemi aux contours flous est, de plus, prétexte à la légitimation d'**une nouvelle répression dans les pays occidentaux** : aux Etats-Unis, le Patriot Act a permis à la police d'interroger 5000 personnes originaires du Moyen-Orient, d'inventer les gardes à vue illimitées, d'avoir tout pouvoir pour chercher dans la vie privée des citoyens, ou encore de durcir sa politique d'immigration ; en France, le gouvernement Jospin a adopté la loi sur la sécurité intérieure, qui donne des droits inédits à la police et aux forces de sécurité privées (droit de fouille des véhicules et des bagages, nouvelle législation sur les perquisitions, écoutes téléphoniques multipliées,...). Sans parler du traitement des prisonniers de Guantanamo... **L'anti-terrorisme a engendré dans tous les Etats une hausse des budgets militaires. Rappelons que neuf jours de dépenses militaires suffiraient à satisfaire les besoins alimentaires, sanitaires et éducatifs des plus pauvres...**

Le G8 veut éliminer les **sources de financement des réseaux terroristes**. Pour ce faire il s'attaque aux comptes en banque et transferts financiers suspects issus des pays du Golfe.

Conscient de la difficulté de la tâche, il oublie simplement que ces réserves n'existent que parce qu'à la surface du globe pullulent des îlots en dehors de toutes les règles de transparence financière, **les fameux « paradis fiscaux » que protègent les pays du G8**. Hors de tout contrôle, ils sont les piliers du blanchiment d'argent sale et du terrorisme financier. La France elle-même en protège ou abrite un certain nombre : outre les 4 départements d'Outre-mer à législation fiscale particulière, notons que la Corse ou encore les zones industrielles de Dunkerque, La Seyne ou la Ciotat bénéficient d'aménagements « douteux » en terme de fiscalité. Présidente de l'édition 2005 du G8, la couronne britannique protège pour sa part Jersey, Guernesey, Gibraltar ainsi qu'un grand nombre d'îles rattachées au Commonwealth.

**REPRESSION.** Les pays du G8 n'ayant pas dans les faits décidé de s'attaquer aux injustices (ou alors seulement pour les augmenter), ils doivent faire face à des mécontents. D'un côté, des mécontents illuminés et terroristes ayant pour terreau efficace la misère. De l'autre, des mécontents altermondialistes, du Nord, du Sud, du monde entier ayant pour terreau efficace celui de la solidarité.

Sous prétexte de lutter contre les premiers, on criminalise les seconds et on réduit pour tout un chacun les droits fondamentaux (droit de la défense, contrôle d'identité et autres mesures sécuritaires...), et, à l'occasion, on assassine : le 20 juillet 2001, à Gênes, Carlo Giuliani est tué par un policier lors de la manifestation contre le G8. Il est toujours plus facile de lutter contre les inégalités sociales, en enfermant les protestataires, qu'en répartageant les richesses.

## **Idee Reçue N°2 : Le G8 encourage la destruction des services publics pour votre bien.**

Faux ! Le G8 pilote directement la **marchandisation de la société** et la libéralisation des services publics. C'est pendant les G8 que se décident les politiques qui seront appliquées au FMI, à la Banque Mondiale ou encore à l'OMC. Chaque année, quelque soit l'état des crises, quelques soient les gouvernements, le G8 promet auprès de ses pays membres et des institutions internationales la libéralisation de l'économie, comme unique solution à la pauvreté, à la dégradation de l'environnement.

**Pour les pays du Sud, cela se traduit par les plans d'ajustement structurel (PAS).** A partir des années 80, les créanciers ont profité de la crise d'endettement des pays du Sud pour les forcer à ouvrir leurs marchés et réduire le rôle de l'Etat dans le développement national. Sous l'apparence de mesures économiques de « bonne gouvernance », les PAS sont l'expression d'un projet politique dont l'objectif principal est de faire de la planète un champ d'action où les multinationales pourront s'emparer des marchés en toute sécurité. Le rôle des industriels du bois dans la décomposition du Libéria (août 2003) et du Congo-Kinshasa en instrumentalisant des conflits ethniques a ainsi été dénoncé par l'ONU. Les mesures imposées par les PAS sont appliquées sans distinction quel qu'en soit le prix humain et environnemental. En particulier, la réduction du rôle de l'Etat, non seulement dans l'économie, mais aussi pour la fourniture des services sociaux comme la santé, l'éducation ou la sécurité sociale est une véritable saignée. En Equateur, par exemple, ces plans qui durent depuis 20 ans (dans le but de dégager des revenus pour payer la dette) ont donné lieu à la construction d'un oléoduc pour exploiter de façon intensive les ressources pétrolières. Gigantesques piscines de déchets toxiques, manque d'eau courante, maladies et déforestations ont été les conséquences de l'aménagement des puits de pétrole dans le Sucumbios (province de l'Amazonie). Accion Ecologia a dénoncé le viol de la Constitution du pays par ces pratiques (pas de consultation populaire, pas d'étude sur l'impact de la construction du pipe-line sur l'environnement, etc.) auprès de la Banque Mondiale, qui s'est révélée impuissante : les écologistes ont perdu la partie et les travaux ont pu reprendre en 2002.

**Les pays en développement ont déjà remboursé leurs dettes, et plusieurs fois : pour 1 dollar dû en 1980, les PED en avaient remboursé huit, et en devaient encore quatre, en 2003.**

### **La dette contribue puissamment à la pauvreté des pays en développement :**

- D'une part, les sommes énormes qui passent dans le remboursement des intérêts et de l'emprunt proprement dit, c'est autant qui ne sont pas affectées au développement des pays endettés. L'Aide Publique au Développement, donnée par le Nord en direction du Sud, est évaluée à 80 milliards de dollars en 2004 : le Sud, lui, rembourse plus de 370 milliards de dollars par an aux pays du Nord, au titre de la dette.
- D'autre part, cette situation est un puissant outil au service de **l'impérialisme du Nord**. Car le FMI, la Banque Mondiale, le Club de Paris (les créanciers publics) et le Club de Londres (les créanciers privés) dictent leurs conditions aux pays endettés en leur imposant des plans d'ajustement structurel, qui imposent l'ouverture totale des marchés aux multinationales du Nord, ainsi que la privatisation des services publics et des ressources naturelles.

Depuis plusieurs années, le G8 fait des effets d'annonce en prétendant s'occuper de ce problème de la dette :

**1997** : le G7 accueille la Russie et se dit « préoccupé » par la dette des pays pauvres, mais il insiste pour que celle-ci soit remboursée intégralement.

**1999** : réuni à Cologne en Allemagne, le G8, sous la pression d'une pétition internationale forte de 24 millions de signatures, fait la promesse d'annuler la dette publique des 41 pays les plus pauvres pour un montant de 100 milliards de dollars. Cette somme représente seulement 2% de la dette totale des pays en voie de développement. En effet, les mesures annoncées (90% de la dette annulée) ne concernent qu'une poignée des pays les moins avancés (les plus pauvres parmi les pauvres), pour leur dette publique avant rééchelonnements.

**2000** : à Okinawa au Japon, le G8 reconnaissant qu'il n'a pas tenu son engagement refait la même promesse d'annulation de la dette publique des pays les plus pauvres.

**2002** (5 ans après Cologne) : seulement 2,6 milliards de \$ ont été annulés (on est loin des 100 milliards promis). Pendant ce temps les intérêts courent : entre 1982 et 1998, le Tiers Monde a remboursé plus de 4 fois ce qu'il devait. Néanmoins, le montant de sa dette extérieure était en 1998 4 fois plus élevée qu'en 1982.

**2005 : le 8 juin 2005, Georges Bush et Tony Blair annoncent lors d'une conférence de presse commune qu'ils travaillent sur une proposition visant à l'annulation de 100% de la dette des pays les plus pauvres. Le 11 juin 2005, les pays du G8 annoncent par la voix du ministre britannique des finances Gordon Brown qu'un accord, qualifié d'« historique », a été trouvé en ce sens...**

Mais pour eux, la bonne gouvernance, c'est suivre les mesures imposées par le FMI et la BM : les gouvernements africains doivent donc suivre leurs directives sans avoir de compte à rendre à leurs populations - qui n'ont donc pas mot à dire au sujet du développement.

**Le G8 fait exécuter ses mesures par ses deux outils principaux : la Banque Mondiale et le FMI**

**Officiellement, la BM finance des projets de développement** dans le Tiers Monde. Elle octroie des prêts dans les secteurs comme l'agriculture et l'énergie, ou des prêts à très long terme aux pays les plus démunis à des taux d'intérêts nuls ou très faibles. Elle finance également les entreprises et les institutions privées du Tiers- Monde - dont le financement de la privatisation des services publics.

**L'écart entre pays riches et pays pauvres ayant plus que doublé après plus de 50 ans de travail de la BM, on est en droit de se questionner sur ses orientations et son efficacité.**

Le FMI devait à sa création contrôler le nouveau système financier international basé sur des taux de changes fixes entre les monnaies de façon à limiter la spéculation et à éviter des crises. Aujourd'hui, il est surtout un gendarme qui impose aux PED des plans d'ajustement structurel. A l'occasion, il se donne le rôle de sauveur dans les pays aux prises avec de graves crises financières, souvent provoquées par les spéculateurs (Mexique, Asie, Brésil, Russie, Argentine...). Au vu de ces crises, on est en droit de se s'interroger sur son efficacité. Pour combattre le sous-développement et assurer la stabilité des changes, le FMI n'a qu'un programme : une aide conditionnée à la libéralisation des pays concernées. Mais est-ce que les conséquences des méthodes qu'il emploie (crises à répétition, pauvreté croissante des PVD, inégalités Nord/Sud...) ne sont pas plus importantes que les maux qu'il combat ? Chacun se souvient de ces images de détresse et de pillages dans les rues de Buenos Aires au cours de l'hiver 2001. La cause en était simple, l'Argentine était un pays ruiné pour avoir appliqué les injonctions du FMI.

**« Ces institutions ne rendent de comptes à personne. Dans les démocraties modernes, nous attendons de toute autorité publique qu'elle soit responsable devant les citoyen-nes. Les institutions économiques internationales ont échappé à cette responsabilité directe. L'heure est venue de les «noter» à leurs résultats, elles aussi, d'examiner leurs activités pour évaluer jusqu'à quel point elles ont réussi - ou échoué - dans la lutte pour la croissance et contre la pauvreté. »**

Joseph Stiglitz, ex-vice-président de la Banque Mondiale, prix Nobel d'économie

## **Idee Reçue N°5 : Le G8 se préoccupe de la dette des pays du Sud**

L'annulation de la dette est le moyen le plus urgent et le plus efficace pour permettre le développement des pays les plus pauvres de la planète.

**Pour les pays du Nord, c'est la fin programmée de tous les services publics** des transports, des télécommunications, de l'énergie, de l'eau, et des systèmes de santé et de retraite (sécurité sociale). La Californie, au 3<sup>ème</sup> rang mondial en terme de PIB en 2001 et élève studieux des préceptes du G8, a déclaré l'état d'urgence à l'été 2000 pour faire face à la pénurie d'électricité provoquée par les mesures de déréglementation. En Angleterre, la sécurité des transports ferroviaires a été confiée à une société privée Railtrack : 52 morts depuis la libéralisation du secteur. En septembre 2004, le congrès du Parti travaillistes a voté à 64% pour la renationalisation des chemins de fer britanniques.

Les politiques de **libéralisation** ont jusqu'ici largement accentué l'exclusion des plus pauvres et des plus démunis, en particulier des femmes, tout en reniant des droits fondamentaux, en matière d'accès au service de santé, à l'eau potable, à l'électricité, à un logement adéquat et à des terres.

**L'un des instruments de cette libéralisation généralisée est l'OMC.** Son rôle est de s'assurer qu'aucun de ses membres ne place de barrière à l'ouverture de ses marchés et qu'aucune décision étatique ne vienne entraver la bonne marche du commerce mondial.

Si le G8 oeuvrait réellement pour le développement et contre les inégalités, ne mettrait-t-il pas au cœur de sa stratégie les intérêts des populations, le respect des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels, plutôt que ceux des multinationales ?

**UNE GRANDE MENACE : L'AGCS.** Depuis 1994, se négocie au sein de l'OMC un Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), qui organise la libéralisation de l'ensemble des sphères d'activité relevant, selon l'OMC, du « marché des services ». L'AGCS concerne notamment les télécommunications, les transports, la santé et les services sociaux, l'éducation du primaire au supérieur (notamment, puisque l'article 1.3.b de l'accord-cadre de l'AGCS parle de « tous les services dans tous les secteurs », à l'exception des impôts, de la police et de l'armée). Il s'agit de privatiser ces sphères d'activité, de démanteler les services publics et les systèmes sociaux qui les organisaient, pour ouvrir aux multinationales un marché de 1300 milliards de \$ par an. L'AGCS se développe selon un processus de « round » de négociations toujours en cours.

**Nous demandons la suspension des négociations sur l'AGCS, et la tenue d'un débat démocratique sur cette « machine à libéraliser » organisée dans le cadre de l'OMC. Or le G8 a toujours eu une influence prépondérante sur l'issue des négociations de l'OMC. En demandant des comptes aux membres du G8, nous devons donc les interpeller également sur l'AGCS et ses conséquences, qui s'annoncent désastreuses pour les peuples.**

### **Idée Reçue N°3 : Le G8 se préoccupe de l'environnement.**

Il est vrai que les déclarations du G8 regorgent de **belles paroles sur la protection de l'environnement et le développement durable**. Cependant, il passe rarement aux actes en engageant concrètement des ressources ou en établissant des échéanciers pour lutter contre les problèmes environnementaux.

Les conclusions du G8 d'Evian en 2003 sont en ce sens très claires : « *Ceux d'entre nous qui ont ratifié le Protocole de Kyoto réaffirment leur détermination à le voir entrer en vigueur.* » Intention louable ! Mais à ce jour, l'administration Bush refuse toujours de se joindre à l'effort mondial contre les changements climatiques, alors que les Etats-Unis émettent à eux seuls un quart des émissions de gaz à effet de serre. Ce mépris de l'urgence écologique n'est pas surprenant quand on sait que Bush a réclamé le retrait des Etats-Unis du Protocole de Kyoto, dans la foulée de son élection à la présidence en 2000. En effet, sa campagne électorale étant financée en grande partie par la société pétrolière Exxon, cette dernière a demandé l'annulation de l'engagement des USA. En conséquence, les objectifs du Protocole ne peuvent être pleinement atteints sans la participation des USA. Rappelons que selon les études de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), 150 000 personnes meurent chaque année dans le monde, à cause des conséquences du changement climatique.

Dans le cadre des négociations sur le climat, les Etats-Unis ont proposé que les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre formulés à Kyoto par les pays riches pourraient faire **l'objet d'échanges marchands, appelés permis d'émission négociables ou « droits à polluer »**. A noter qu'au sein de l'Union Européenne la lutte contre le réchauffement est déjà un vrai business. Le 1<sup>er</sup> janvier 2005 le marché européen de droits d'émissions de dioxyde de carbone a ouvert ses portes. Les pays riches ne vont-ils pas à nouveau se dédouaner de leurs responsabilités en achetant ces droits aux pays pauvres ? **Doit-on à nouveau confier au marché le soin d'assurer la protection de la planète ?**

« Le lièvre et la tortue.

La première bourse d'échange de droits d'émission de gaz carbonique a ouvert ses portes au Royaume-Uni en avril 2002. Alors que ce pays avait ainsi pris une longueur d'avance sur le continent, il demande aujourd'hui une augmentation de dernière minute de son quota d'émissions. Margaret Beckett, la secrétaire d'Etat à l'Environnement, a expliqué qu'elle cherchait « *un équilibre entre la compétitivité de l'industrie britannique et le respect du protocole de Kyoto* » (sic !)... Les écologistes considèrent quant à eux que ces quotas sont déjà beaucoup trop élevés. »

*Courrier International*, 23 décembre 2004

**Le G8 se déclare préoccupé par les problèmes écologiques à l'échelle de la planète mais sa politique en la matière demeure largement insuffisante et qui plus est non contraignante : l'environnement c'est bien... à condition toutefois de ne pas entamer la compétitivité et les revenus des grandes firmes transnationales.**

**DEVELOPPEMENT DURABLE.** En 1987, la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement publie le Rapport Brundtland (du nom de la Première Ministre Norvégienne qui présidait la commission), faisant état des risques environnementaux auxquels la planète est confrontée. C'est dans ce rapport que pour la première fois apparaît l'expression de « développement durable », définie de la manière suivante : « *Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.* »

Deux conceptions du développement durable peuvent aujourd'hui s'opposer, selon la manière dont on conçoit les capacités futures de la technique :

**1/ La soutenabilité faible**, selon laquelle il sera toujours possible de trouver une réponse technique aux problèmes environnementaux. Cette voie est celle adoptée par les libéraux : **le développement durable se réduit alors à un discours annonçant que l'on se soucie de l'avenir de la planète tout en ne changeant pas grand-chose à nos pratiques.**

**2/ La soutenabilité forte**, selon laquelle nous ne devons pas laisser aux générations futures le soin de régler les problèmes que nous créons aujourd'hui en raison de notre mode de vie. Cette voie est celle empruntée par une grande partie du mouvement altermondialiste : nous devons répondre aux problèmes du présent avec les moyens du présent, sans parier sur un hypothétique avenir glorieux. **Le développement durable devient alors un enjeu de société : comment devons-nous vivre, produire et consommer pour ne pas épuiser les ressources naturelles ?**

### **Idée Reçue N°4 : Le G8 combat les inégalités Nord/Sud et œuvre pour le développement international.**

Le G8 postule que l'état de sous développement, de l'Afrique par exemple, résulte de ce que ce continent n'est pas assez intégré dans la mondialisation. Il impose donc l'ouverture des marchés sans la moindre prise en compte de l'inégalité des rapports de forces entre zones économiques. Les Etats du Nord peuvent ainsi amplement inonder le marché mondial avec leurs productions (qui plus est, sont largement subventionnées afin d'être « compétitives »). Alors que les pays développés doivent leur prospérité au protectionnisme (et ce n'est pas un gros mot !), le G8 impose aujourd'hui **une mondialisation à sens unique !**

Le G8 insiste sur le fait que les Africains doivent s'extraire eux-mêmes de la pauvreté. Comme les deux années précédentes, le G8 va faire beaucoup de bruit autour du NEPAD en affirmant qu'il soutient une politique de développement proposée par les Africains eux-mêmes. En fait, le NEPAD n'est qu'une ode à la bonne gouvernance (comprendre libérale) et une allégeance aux marchés financiers dont le coordinateur n'est autre que M. Camdessus, ancien directeur du FMI !